

# Six grèves générales

*Par Benoit Renaud*

Pour les besoins du texte que voici, la définition de l'expression «grève générale» sera la suivante: un boycottage systématique des cours par les étudiantes et les étudiants d'une proportion importante des collèges et/ou des universités durant plus d'une semaine.

Selon cette définition, il y a eu six grèves générales dans l'histoire du mouvement étudiant québécois. En voici une brève description accompagnée de commentaires. Je vous invite à en discuter, en vue de bien préparer la septième...

Pour les trois premières grèves, je me suis basé sur le livre de Pierre Bélanger, Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications et ses luttes, édité par l'ANEEQ en 1983. Pour les trois autres, j'ai repris la chronologie présentée au camp de formation de janvier (tirée principalement de mes souvenirs), en y ajoutant quelques commentaires. Je compte rédiger un livre sur l'histoire du mouvement étudiant au cours des prochains mois.

## 1968 : L'explosion annoncée

### Contexte

Au Québec, l'année 1968 est marquée par une récession conduisant à des fermetures d'usines. Le gouvernement de l'Union Nationale est aux prises avec les syndicats à cause de lois considérées comme anti-ouvrières. Après l'euphorie de la Révolution Tranquille, le retour de l'UN marque un frein dans la vague de réformes et une radicalisation en retour des mouvements sociaux. La CSN ouvre son «deuxième front» et projette de mener la lutte sur le terrain politique. C'est aussi en cette année 1968 qu'est fondé le Parti Québécois.

En septembre 1967, les 12 premiers cégeps étaient ouverts. L'automne suivant, ils sont 23. Ces nouvelles institutions, combinant l'enseignement technique et la préparation à l'université constituent une innovation issue du Rapport Parent. Leur but est notamment de faciliter l'accès à une éducation post-secondaire aux classes défavorisées et aux régions éloignées. On cherche à favoriser la mobilité sociale et l'accès élargi à une formation générale. Les cégeps remplaceront graduellement les collèges classiques, autrefois réservés à une élite, et les instituts techniques, qui formaient la main-d'oeuvre spécialisée.

Cependant, si les institutions sont nouvelles, les cadres, et une bonne partie du corps enseignant, sont les mêmes que dans les anciennes écoles. Cette contradiction entre des

pratiques autoritaires, héritières de l'ère duplessiste (1936-1959), et le projet éducatif humaniste issu du Rapport Parent, constitue le terrain explosif sur lequel éclatera la première grève générale étudiante.

### **Préparation**

Le mouvement de grève avait été anticipé plusieurs mois à l'avance. Durant l'année scolaire 1967-1968 (1ère année d'ouverture des cégeps), l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) était en campagne pour l'ouverture d'une seconde université francophone à Montréal. Le mouvement étudiant était au sommet de sa force partout dans le monde (France, Mexique, États-Unis, etc.).

À la fin août, l'UGEQ organise une semaine syndicale, sorte de grand colloque de discussion et de formation, à laquelle participent 500 militant-e-s. L'idée majeure qui ressort de ces débats est le rejet de la participation aux instances officielles, considérées comme des structures de consultation bidon, et la revendication d'un réel pouvoir étudiant. Dès le début, la grève générale sera le résultat d'un rejet de la concertation.

Le 4 septembre, l'UGEQ annonce son retrait de tous les comités de concertation du gouvernement du Québec. Le même jour, la conférence des recteurs et principaux des universités (CRÉPUQ), indique que plus de 4 000 étudiantes et étudiants ont été refusé-e-s faute de place.

### **Déroulement**

Le 8 octobre, les médias avaient organisé une rencontre entre l'exécutif de l'UGEQ (avec Louise Harel et Claude Charron, entre autres) et le ministre de l'Éducation M. Cardinal. Les représentant-e-s ne demandent rien et avertissent que désormais, les étudiantes et les étudiants «prendront». En même temps, l'assemblée générale étudiante du cégep Lionel-Groulx (Ste-Thérèse) vote la grève illimitée et l'occupation de l'institution. Leurs demandes sont:

- la création immédiate d'une 2e université de langue française à Montréal
- une révision du régime des prêts et bourses
- une réforme en profondeur des relations élèves/profs/administration à l'intérieur du cégep

Cette plate-forme est présentée comme faisant partie d'une «contestation globale du système économique du Québec et de toutes les structures de la société».

L'UGEQ donne immédiatement son appui total à cette lutte et demande à toutes les associations de tenir des assemblées avant le 17 octobre sur la grève générale. Le 12 octobre, 10 cégeps étaient en grève, et quelques facultés et départements universitaires (sciences humaines) étaient affectés. Le 15, c'est 15 cégeps (sur 23) qui sont en grève. Ce sera le sommet de la mobilisation. Le lendemain, certaines occupations sont terminées. Le ministre en profite pour passer à l'offensive en menaçant d'annuler la session si tout n'est pas rentré dans l'ordre avant le 21 octobre. Le 18, il ne reste que 5 cégeps en grève (Édouard-Montpetit, Lionel-Groulx, Chicoutimi, Maisonneuve et Vieux-Montréal).

L'UGEQ répond au ministre en organisant trois manifestations pour le 21 octobre. La participation sera faible à Chicoutimi et Québec, mais 10 000 étudiantes et étudiants participeront à la manifestation à Montréal. En proportion de la population étudiante totale, ce sera la plus grande de l'histoire du mouvement étudiant québécois.

La grande manifestation aura été le chant du cygne de la lutte. À partir de cette date, les administrations et le gouvernement s'appliquent à «rétablir l'ordre.»

Au cégep Édouard-Montpetit, on met fin à la grève en se promettant de lutter pour l'autogestion à l'intérieur du collège, c'est à dire le pouvoir exclusif des étudiant-e-s et du personnel (vs les administrateurs nommés par le gouvernement). En réponse, l'administration décide de fermer le cégep. C'est un lock out!

Une mesure semblable est votée par l'administration de Maisonneuve, qui prend également des mesures répressives contre l'association étudiante.

La tactique du gouvernement et des administrations consiste à éviter la répression violente qui risquerait de provoquer une radicalisation du mouvement. Seules les mesures administratives (lock out, non-reconnaissance des associations...) sont utilisées. Il semblerait que cette belle idée - qui a réussi - est une suggestion de Bernard Landry, alors conseiller du ministre Cardinal (Union Nationale) et ancien dirigeant fondateur de l'UGEQ, quatre ans plus tôt. (La confrontation Landry-Harel ne date pas d'hier!)

Cependant, cette répression, quoiqu'administrative, fait très mal. Ce qui provoquera une deuxième vague de grèves et d'occupations en novembre. À Chicoutimi, 7 leaders du mouvement de grève d'octobre sont expulsé-e-s pour avoir manqué trop de cours durant la grève. Ce sera l'élément déclencheur de la mobilisation. L'administration de Chicoutimi décrète alors un lock out. Jonquière fait la grève par solidarité. On lutte aussi à Lionel-Groulx et à Maisonneuve. La nouvelle revendication est alors l'abolition de la politique des présences obligatoires, ce qui constitue l'équivalent du droit de grève pour le milieu

étudiant. Certains professeurs appuient le mouvement étudiant en remettant systématiquement des feuilles de présence complètes à 100%.

Le 15 novembre, le cégep de Jonquière se fait «vider» par la police pour permettre un lock out de l'administration. C'est la première intervention du genre.

Dans cette période, Bernard Landry joue de la carotte et du bâton pour mettre fin au conflit. Il promet de faire pression sur les administrations pour obtenir le retrait des mesures répressives tout en menaçant d'annuler la session si la mobilisation étudiante se poursuit.

### **Conséquences**

Le cégep Lionel-Groulx, qui avait déclenché la mobilisation, ne reprend ses activités «normales» que le 9 décembre, deux mois après le début de la grève. Ceux et celles qui ont participé à cette lutte en ont gardé un sentiment de défaite qui alimentera la radicalisation politique des années suivantes. Plusieurs en arrivent à la conclusion que le gouvernement est intraitable et que seule une révolution permettrait de changer les choses. Les grandes associations étudiantes universitaires, qui n'avaient pas participé au mouvement, seront dissoutes. Ce qui entraînera la mort de l'UGEQ. Des groupes politiques se forment alors sur les décombres de cette première confrontation entre le mouvement étudiant et un gouvernement conservateur et borné. Dans les cégeps, on se replie sur des luttes locales pour la reconnaissance des associations et la réforme de la pédagogie, souvent en étroite collaboration avec les syndicats locaux.

Mais cette perception d'une défaite est probablement le résultat des attentes très élevées des étudiantes et des étudiants, qui croyaient pouvoir tout changer d'un seul coup. En réalité, on assistera dans les mois qui suivent à la fondation de l'UQAM (adoption de la loi le 18 décembre 1968), à une réforme du régime d'aide financière et au gel des frais de scolarité...qui durera jusqu'en 1990. Ce n'est sûrement pas de bonne grâce que le gouvernement unioniste procédera en vitesse à cette nouvelle vague de réformes. La mobilisation étudiante aura servi à quelque chose.

On retient également de cette mobilisation qu'elle a établi solidement la tradition de la démocratie directe. Ce sont les assemblées générales qui avaient le dernier mot en toutes choses. Le rôle des exécutifs locaux et de l'UGEQ se limitait à reprendre les idées adoptées en AG et à coordonner les actions.

## **1974 : Le raz de marée**

### **Contexte**

En 1974, le gouvernement Bourassa est en crise. C'est l'époque de la loi 22, qui soulève l'hostilité tant des anglophones que des nationalistes francophones. La population considère que ce gouvernement est corrompu. Si bien qu'il suffira de la promesse d'un bon gouvernement, avec l'adoption de l'étapisme, pour faire élire le PQ à l'élection suivante. Toute la jeunesse du Québec déteste ce gouvernement de plus en plus conservateur.

Deux ans plus tôt, les présidents des trois grandes centrales syndicales avaient été emprisonnés à l'occasion d'une grève générale ouvrière illégale. L'agitation sociale et politique est intense dans cette atmosphère étouffante de fin de régime.

La jeunesse s'identifie soit au Parti Québécois et à son projet indépendantiste social-démocrate, soit aux mouvements de gauche radicaux qui contestent le capitalisme et l'impérialisme. Le féminisme radical est aussi en plein essor. Les américains se retirent du Viet-Nam et les dictatures d'Europe du sud (Portugal, Grèce, Espagne) s'effondrent.

La récession de 1973 est assez importante pour renforcer le rejet du «système» mais pas assez sévère pour obliger les gouvernements à réduire leurs dépenses. C'est à ce moment que l'on introduit la politique qui consiste à acheter la paix sociale à crédit, en endettant l'État, puis en faisant payer les intérêts par la population. Les impôts des entreprises sont réduits dans un effort visant à «rassurer les investisseurs» et à attirer les capitaux.

### **Prélude: la grève contre les TAEU**

Le 9 octobre 1974, 5 cégeps (Rosemont, Joliette, Rouyn-Noranda, St-Hyacinthe, St-Jean) entrent en grève pour exiger le retrait des Tests d'aptitude aux études universitaires (TAEU). Les TAEU ne sont pas des examens de type académique, mais plutôt des tentatives de mesure de certaines aptitudes intellectuelles considérées utiles à l'université (capacité d'analyse, raisonnement logique, esprit critique, mémoire...) Ces examens, d'abord lancés par des administrations universitaires, ont été intégrés dans le système d'évaluation du ministère en 1972.

Le mouvement étudiant considérait que ces tests étaient discriminatoires parce que conçus en fonction d'une certaine culture «bourgeoise», à laquelle une bonne partie de la population n'a pas accès. On critiquait également leur utilisation comme mesure de sélection supplémentaire dans une période où les universités se sentaient débordées par

l'afflux des diplômé-e-s du cégep. De plus, ces tests ne s'appliquaient qu'aux étudiantes et étudiants francophones. Ce qui constitue une forme de discrimination supplémentaire inusitée, alors que l'on cherche à combler l'écart entre les deux groupes linguistiques dans l'accès à l'éducation supérieure.

L'association du cégep de Rosemont est au centre de l'organisation de cette grève et entreprend, dès les premiers jours de la grève, une tournée des cégeps de la région de Montréal visant à élargir la mobilisation. On prépare un boycottage des tests pour la séance du 19 octobre et un congrès national sur les TAEU est convoqué pour le 7 novembre.

Surprise! Le 1er novembre, avant que le mouvement ait eu le temps de s'étendre sérieusement, le ministre Cloutier (Libéral) annonce la «suspension» des TAEU. Selon le ministre lui-même, cette décision vise à éviter d'avoir à subir une mobilisation similaire à celle de 1968 sur un enjeu que le ministère considère peu important. Entre autre, le gouvernement est préoccupé par de difficiles négociations avec les employé-e-s du secteur public et cherche à éviter d'avoir à subir une mobilisation simultanée des étudiant-e-s et des syndiqué-e-s. La «paix sociale» est alors l'obsession du gouvernement québécois.

Mais puisque le retrait est annoncé comme temporaire, la réunion nationale du 7 novembre se tient, comme prévu. 27 associations y participent. C'est à cette réunion que, pour la première fois, on discute sérieusement de la mise sur pied d'une nouvelle association nationale. L'UGEQ est disparue depuis 5 ans, et le sentiment de force résultant de la victoire facile sur les TAEU donne aux associations le goût de s'organiser et de relancer la lutte contre le gouvernement. Ce projet est aussi le prolongement logique de la consolidation des associations locales qui s'est affectuée depuis la confrontation brutale de 1968.

### **Préparation**

Le problème des TAEU étant réglé, c'est sur la question des prêts et bourses que la deuxième grève générale sera déclenchée.

En 1973, le ministère avait annoncé des améliorations au régime d'aide financière impliquant un ajout de 7 millions \$. En réalité, les modifications au régime ont entraîné une baisse du nombre des demandes (de 62 000 à 55 000). Le ministère avait pris les mesures suivantes:

- réduction de l'allocation de subsistance
- hausse de la contribution minimale (malgré un taux de chômage élevé durant l'été, surtout en régions périphériques)

- hausse de la contribution des parents

De plus, les modifications au régime rendent son administration plus complexe. Ce qui occasionne de nombreux retards dans le traitement des demandes.

Tous ces facteurs combinés placent bon nombre d'étudiantes et d'étudiants dans une situation financière de plus en plus intenable à mesure que la session d'automne avance. Plusieurs doivent abandonner leurs études.

### **Déroulement**

Dans le Bas du Fleuve et à l'UQAM, on forme des comités d'étude étudiants sur les prêts et bourses. Le 18 novembre, l'AG de Rimouski vote la grève «jusqu'à ce que le problème soit résolu». Le lendemain, tout le Bas du Fleuve est en grève. En réponse, le ministère annonce la création de fonds de dépannage et la révision du calcul de certaines demandes. Mais c'est trop peu trop tard.

Le 20 novembre, à Trois-Rivières, 22 cégeps sont représentés dans une réunion nationale, dont 6 qui sont déjà en grève. Cette réunion appelle à une grève générale illimitée à partir du 25 novembre. Le mot d'ordre sera suivi par 27 cégeps, ce qui porte le total d'associations en grève à 33, et ce une semaine seulement après l'AG de Rimouski! Cette grève se répand comme une traînée de poudre.

Une deuxième réunion se tient à Limoilou le 26 avec 36 associations. On y forme un comité de négociation de 7 membres qui devra expliquer les revendications étudiantes au gouvernement et faire rapport aux associations du contenu des discussions. Ce comité reçoit des mandats impératifs des délégations aux réunions nationales, qui, à leur tour, sont mandatées par leurs assemblées générales respectives. Comme en 1968, c'est la démocratie directe qui prévaut.

À ce moment, les revendications sont:

- 500\$ de plus pour chaque demande déjà acceptée
- la révision complète des critères d'attribution de l'aide pour l'année suivante.

On conteste en particulier le principe de la contribution des parents.

À ces demandes - appuyées par une mobilisation sans précédent - le ministre Cloutier répond que les revendications étudiantes sont «irréalistes» et que les grévistes pourraient «perdre une session pour rien». C'est donc la ligne dure. Mais cette intransigeance ne fera qu'approfondir et étendre davantage la mobilisation.

Le 29 novembre, des écoles secondaires et des départements universitaires se joignent au mouvement. On évalue alors à 100 000 le nombre d'étudiantes et d'étudiants en grève. Même l'université d'Ottawa, dont une bonne partie de la clientèle vient du Québec et reçoit des prêts et bourses, est affectée par le conflit. C'est le moment où le ministère invite le comité de négociation à une première rencontre. Trois autres congrès étudiants allaient suivre au cours du mois de décembre, pour recevoir les rapports du comité et déterminer la suite de la mobilisation.

Des manifestations de 1000 personnes à Québec et de 3000 à Montréal vont ponctuer cette grève, la plus complètement «générale» de notre histoire.

Au congrès du 2 décembre, la mobilisation a atteint son sommet avec 40 institutions d'enseignement en grève complète ou partielle (pour les universités). On demande alors l'abolition de la contribution des parents pour les étudiantes et étudiants de 18 ans et plus, ainsi que la diminution de la contribution minimale.

Le gouvernement continue à répliquer avec des mesures d'application temporaire comme la réintégration gratuite des élèves ayant abandonné pour des raisons financières et l'acceptation de nouvelles demandes après la date limite prévue.

Le 6 décembre, le ministre met fin à la période de négociation avec le comité étudiant. Au congrès suivant, le 8, les 150 délégué-e-s rejettent les propositions «finales» du ministre et appellent à la poursuite de la grève. Ce qui sera fait.

Le 12, Claude Charron, ancien leader de la grève de 1968 et député du Parti Québécois, fait ses recommandations à l'assemblée nationale. Selon lui, le gouvernement devrait:

- s'engager à réviser le critère de la contribution des parents
- promettre d'ajouter 9 millions\$ (25%) dans le budget de l'aide financière.

## **Résultats**

Dans la semaine du 9 au 14 décembre, l'anti-émeute est intervenue pour vider quelques cégeps, à l'appel des administrations locales voulant interrompre la grève par des lock out, comme en 1968. Le 13, pour ajouter la carotte au bâton, le ministre annonce une nouvelle «proposition finale». Elle comprend trois propositions:

- l'abolition de la contribution des parents pour le calcul des prêts à partir de 1975
- la diminution progressive de la contribution des parents dans le calcul des bourses
- la diminution progressive de la contribution des étudiant-e-s

Suite à ces concessions importantes du gouvernement, le congrès étudiant du 15 décembre vote une trêve des moyens de pression et mandate deux étudiants pour faire rapport au congrès de janvier 1975 de la nature exacte des propositions gouvernementales.

La victoire considérable de la grève des prêts et bourses de 1974 sera à la base du succès de l'ANEEQ, fondée le 22 mars 1975. Le but premier de l'ANEEQ sera de maintenir la vigilance des associations étudiantes et d'assurer le suivi de la lutte pour un régime d'aide financière adéquat.

## **1978 : L'offensive inattendue**

### **Le contexte**

À l'automne 1978, les associations étudiantes des cégeps ont atteint un degré de maturité et de reconnaissance sans commune mesure avec les toutes nouvelles associations qui avaient fait la grève dix ans plus tôt. Les organisations se sont consolidées dans les luttes contre les TAEU et pour les prêts et bourses en 1974 et de nombreuses luttes locales sur des enjeux pédagogiques ou sur les services. L'ANEEQ, alors au sommet de sa force et représentative de tout le mouvement étudiant, tant au cégep qu'à l'université, incarne ce syndicalisme étudiant de combat.

Toutefois, l'élection du Parti Québécois, le 15 novembre 1976, vient mêler les cartes de la politique étudiante. Le programme du PQ promettait la gratuité scolaire à tous les niveaux et un programme de pré-salaire, correspondant aux revendications étudiantes sur les prêts et bourses. Ce programme était le fruit de l'adhésion au PQ d'une bonne partie des militantes et des militants des grèves de 1968 et 1974. Mais une fois élu, comme cela se voit souvent, le gouvernement met le programme du parti en veilleuse.

### **Le mouvement étudiant à la veille de la grève**

Face à cette situation, l'ANEEQ se divise en deux tendances. Ceux et celles qui ont encore confiance en ce gouvernement proposent de chercher à obtenir des améliorations par le dialogue et la concertation. Ce qui signifie le rejet de la grève générale comme méthode de lutte. Les plus critiques avancent que le gouvernement péquiste n'est pas meilleur que celui des libéraux ou des unionistes en ce qui concerne les revendications étudiantes, et que seule une mobilisation radicale permettrait d'obtenir des gains appréciables.

Au Conseil central élargi (une sorte de mini-congrès) des 4 et 5 novembre 1978, ces deux tendances s'affrontent lors d'élections générales à l'exécutif de l'ANEEQ. Elles sont à peu près à égalité. Mais la tendance «radicale» (majoritaire dans les cégeps) l'emportera de justesse, tandis que les «modérés» (basés surtout sur la CADEUL) se replient sur le Regroupement des associations étudiantes universitaires (RAEU), un caucus universitaire au sein de l'ANEEQ.

### **Déroulement**

Le 7 novembre, deux jours après cette réunion cruciale, l'assemblée générale du cégep de Rimouski (encore!) vote la grève générale illimitée en vue d'obtenir la satisfaction des revendications suivantes:

- abolition de la contribution minimale
- abolition de la contribution des parents et statut d'autonomie des le départ du domicile familial
- abolition de l'endettement par la conversion du prêt en bourse
- gratuité scolaire intégrale à tous les niveaux
- calcul de l'aide en fonction des besoins réels

Rappelons que ces revendications correspondent au programme du parti au pouvoir.

(Pour expliquer que les deux grèves de 74 et 78 sur les prêts et bourses aient été déclenchées par Rimouski, on n'a qu'à remarquer que 69% des étudiantes et des étudiants de ce cégep vivaient (pauvrement) de l'aide financière gouvernementale, et que cette région connaît un taux de chômage sensiblement plus haut que la moyenne).

Dès le 9 novembre, Chicoutimi et LaPocatière se joignent au mouvement. Les 11 et 12, une réunion de l'ANEEQ appelle à la généralisation du mouvement de grève. Le 14, Limoilou, Alma, Hull et Rouyn embarquent. Le 15, pour le deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement Lévesque, Rimouski organise un «enterrement» du programme du PQ. Le 16, c'est le tour de Jonquière, Rivière-du-loup et Drummondville d'emboîter le pas.

Cette fois, à l'opposé de 1974, le mouvement met du temps à s'étendre. Après 10 jours, il n'y a que 9 associations en grève sur 40 cégeps. Par contre, ces associations sont réparties dans toutes les régions, ce qui facilitera grandement le ralliement des autres institutions.

Le ministre Jacques-Yvan Morin déclare que les revendications étudiantes sont «irréalistes» puisqu'elles coûteraient 240 millions \$. Pour s'excuser de ne pas appliquer son propre programme, il rappelle que l'article 1 (la souveraineté-association) implique que le gouvernement du Québec devrait percevoir tous les impôts. Il affirme également que le

gouvernement cherche à atteindre les objectifs définis dans son programme par des améliorations progressives. En même temps, la police vide deux des cégeps en grève.

En réponse, l'ANEEQ invite le gouvernement à une véritable négociation sur l'ensemble du régime et travaille à étendre la mobilisation. Le secrétaire général de l'ANEEQ dénonce aussi les privilèges fiscaux et les subventions généreuses accordées aux entreprises pour démontrer que l'argent nécessaire à la satisfaction des revendications étudiantes n'est pas si introuvable que le prétend le gouvernement.

Le 20 novembre, 14 cégeps sont en grève, pour un total d'environ 35 000 étudiantes et étudiants. Le 23, ils sont 30, soit deux fois plus qu'au début de la semaine. Mais à ce moment, Rimouski est déjà en grève depuis 15 jours. Il est donc normal que certains des premiers cégeps commencent à s'épuiser et demandent des résultats. Une manifestation de 1500 personnes se tient alors devant les bureaux du Ministère de l'Éducation à Montréal. Une partie de la manif se transformera en occupation improvisée. (Ce fut la seule occupation réussie de cet édifice réputé imprenable depuis.)

Les 24, 25 et 26 novembre, un congrès extraordinaire de l'ANEEQ sur les prêts et bourses réunit 200 personnes de 49 associations dont 27 sont membres de l'ANEEQ. On décide alors de donner le droit de vote à toutes les associations, mais seulement sur la question des prêts et bourses et à toutes les réunions qui feront le suivi de la mobilisation.

Ce congrès ajoute à la plate-forme initiale, adoptée par l'AG de Rimouski, les revendications suivantes:

- abolition des frais afférents, d'admission et autres frais
- gratuité du matériel didactique obligatoire
- abolition des intérêts sur les prêts déjà contractés et début du remboursement 6 mois après l'obtention d'un emploi permanent
- accès à l'aide financière pendant toute la durée des études (abolition de la notion de période d'admissibilité)
- abolition de la distinction entre le cégep et l'université dans le calcul des frais de subsistance
- accélération du traitement des demandes

On forme aussi un comité de négociation de 7 membres pour représenter le mouvement auprès du gouvernement. Le principe de la démocratie directe est maintenu, comme en 1968 et 1974. Ce comité ne pourra pas accepter les offres du gouvernement. Seules les assemblées générales peuvent le faire.

À cette étape, le gouvernement commence à présenter les étudiantes et les étudiants comme des «privilegié-e-s» qui devraient être en partie «responsables» du financement de leur éducation. Des excuses et des délais, on passe à la répudiation pure et simple du programme du parti. Pourtant, durant la grève de 1974, le même Jacques-Yvan Morin, alors dans l'opposition, prétendait pouvoir satisfaire les revendications étudiantes s'il était au pouvoir.

Le 28, une première rencontre a lieu entre le comité étudiant, le ministère et la Fédération des associations de parents (qui appuie la position du gouvernement). C'est le moment où le nombre de cégeps en grève commence lentement à décliner. Mais le ministre fait tout de même trois concessions:

- une diminution de la contribution des parents
- l'abolition de la différence entre le cégep et l'université dans le calcul des frais de subsistance
- la prise en compte des différences régionales dans le calcul des dossiers des étudiant-e-s chefs de famille monoparentale

Le ministre compte visiblement sur l'essoufflement du mouvement pour ne pas avoir à céder davantage.

Mais le 30 novembre, des renforts inattendus viennent changer le paysage. L'UQAM se joint à la grève pour une semaine. C'est la première fois qu'une université est fermée au complet pour participer à une grève générale étudiante. Cette institution, créée 10 ans plus tôt pour accueillir les finissant-e-s des cégeps, est devenue une université «populaire» et un bastion de la contestation étudiante. Des départements de sciences humaines de l'U de M et de Laval font de même. Les anciens de la grève de 1974 qui ont accédé à l'université reprennent du service.

La réunion nationale suivante entreprend une campagne contre la propagande anti-étudiante maintenant diffusée par les portes-paroles du gouvernement et relayée par les médias. Pour ce faire, on entend mener une campagne de presse constante, participer aux lignes ouvertes et diffuser du matériel d'information dans la population. On cherchera également à consolider les appuis dans les autres mouvements sociaux. Il faudra démontrer que les demandes étudiantes sont réalisables et constituent des droits pour la population et non les privilèges d'une minorité. D'une lutte économique pour l'accessibilité on passe à une lutte politique contre le gouvernement et pour la démocratisation de l'éducation.

Le 2 décembre, le ministre s'ajuste à la nouvelle tournure de la mobilisation et fait deux nouvelles concessions :

- la croissance progressive de l'aide financière totale

- la réduction progressive de l'endettement par des transferts du prêt vers la bourse.

Il rejette l'abolition de la contribution minimale au nom du principe de «l'incitation au travail» et prétend que l'abolition de la contribution des parents inciterait à la division des familles!

Malgré tout, les 5 propositions gouvernementales vont dans le sens des demandes étudiantes, mais sans aller aussi loin et en prenant bien soin d'étirer leur réalisation sur plusieurs années.

Le 5 décembre, le mouvement étudiant répliquera avec la plus grande manifestation étudiante jamais vue dans la Capitale. 8 000 personnes marchaient en hurlant: «Régime des prêts et bourses, régime amaigrissant! Morin, salaud, le peuple aura ta peau! Parti Québécois, parti bourgeois!», sans oublier l'éternel «Ce n'est qu'un début, continuons le combat!». Mais c'est le début de la fin. L'UQAM rouvrait ses portes la veille. Le 11 décembre, il ne reste que 14 cégeps en grève. La fin de la session force une interruption de la mobilisation. Les directions commençaient à menacer d'annuler la session.

### **L'après-grève**

C'est alors que commence la difficile négociation des protocoles de retour en classe et de récupération, qui se fera localement.

En dépit de tout cela, à Alma et à Jonquière, notamment, on entreprend de poursuivre la grève jusqu'en janvier.

À la dernière réunion de l'ANEEQ de la session d'automne, on décide d'ajouter à la grève des «visites» de bureaux de député-e-s. 6 bureaux seront occupés dans la seule journée du 14 décembre.

En guise de bilan de cette lutte, on peut retenir que le gouvernement a été forcé de faire des concessions durant la mobilisation. Comme en 1974, des gains immédiats permettront d'entretenir un sentiment de victoire et de consolider le mouvement. La direction «radicale» de l'ANEEQ, dont le statut était précaire avant la grève, en sort confortablement installée. L'ANEEQ restera un symbole de radicalisme politique et de mobilisation de masse jusqu'à la fin. Les adeptes de la modération et de la concertation devront donc constituer leurs propres organisations. Ce qui sera fait en 1981 avec la rupture entre le RAEU et l'ANEEQ et la fondation de la FAECQ (Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec).

## **1986 : Une victoire bien orchestrée**

### **Le creux de la vague**

Huit ans séparent la troisième grève générale de la quatrième. Ceci s'explique par les nombreux bouleversements économiques, politiques et sociaux du début des années 1980. C'est l'époque du syndrome post-référendaire, de la récession la plus grave de l'après-guerre, de la dissolution des groupes politiques maoïstes (M-L), de la crise au sein du PQ, de la confrontation entre les centrales syndicales et le gouvernement Lévesque.

À l'échelle internationale, on constate l'application radicale des politiques néolibérales par Reagan aux États-unis et Thatcher en Grande-Bretagne.

Dans le mouvement étudiant, on assiste à la fondation de la FAECQ et du RAEU (1981), deux associations nationales hostiles à toute mobilisation et intégrées à l'appareil gouvernemental.

Au Québec, le tournant à droite s'exprime notamment par la constitution de trois «comités de sages», par le tout nouveau gouvernement Bourassa, dans les premiers mois de 1986. Ces comités recommandent une foule de privatisations, de déréglementations et de tarifications, dans le but de «relancer l'économie et d'assainir les finances publiques».

En décembre 1985, en effet, le parti libéral remportait les élections provinciales. Claude Ryan devient alors Ministre de l'Éducation. Pendant la campagne électorale, sous la pression de son aile jeunesse, le PLQ promet de maintenir le gel des frais de scolarité.

Ce changement de régime annonce le déclin rapide du RAEU et de la FAECQ, des organisations complètement contrôlées par des jeunes du PQ dont la principale motivation était de se faire valoir auprès de «leur» gouvernement.

### **Chronologie approximative**

1986 (hiver) - Ryan fait des déclarations à l'effet que la promesse du maintien du gel devrait être abandonnée et qu'il y a «deux fois trop d'universitaires au Québec». Ce qui soulève la colère générale en même temps qu'une certaine inquiétude dans la population étudiante.

Au printemps, l'ANEEQ organise une manifestation de 5 000 personnes sur la colline parlementaire pour exiger du gouvernement qu'il respecte ses propres engagements.

1986 (octobre) - L'ANEEQ convoque une Réunion extraordinaire du mouvement étudiant à Ste-Thérèse. Toutes les associations y ont droit de vote. Il y est décidé de déclencher une grève générale illimitée dès qu'un plancher de 20 associations sera atteint. Les revendications sont:

- le maintien du gel des frais jusqu'à la fin du mandat du gouvernement (dans la perspective de la gratuité scolaire)
- le retrait des frais afférents à l'université (une nouvelle mesure dont le maximum est alors fixé à 100\$ par année)
- la négociation d'une réforme du régime d'aide financière sur la base de la plate-forme de l'ANEEQ.

Cette dernière comporte une trentaine de points, reprennant l'essentiel des demandes de 1974 et 1978 qui n'ont pas été satisfaites, plus une foule de détails nouveaux. La plate-forme est le résultat d'une série de débats dans les assemblées générales.

La grève durera deux semaines et regroupera, à son sommet, environ vingt-cinq associations dont une seule universitaire (l'AGEUQAM). (Il faut noter que plusieurs départements de l'Université de Sherbrooke ont voté pour la grève. Mais pour que l'AFEUS - alors membre de l'ANEEQ - entre en grève, il fallait la majorité absolue de ses composantes.) Bourassa est contraint à déclarer à l'Assemblée Nationale l'engagement de son gouvernement à maintenir le gel des frais jusqu'à la fin du mandat. Le ministère invite l'ANEEQ à une série de rencontres (qui se tiendront en janvier 1987) avec des responsables de la Direction générale de l'aide financière aux étudiants (DGAFE) et du cabinet du ministre. Il n'y a pas de concession sur les frais afférents, mais le réseau UQ renonce à en percevoir (pour deux ans).

L'interruption de la mobilisation est présentée par la direction de l'ANEEQ comme une «trêve» en attendant les résultats de la négociation sur les prêts et bourses. Certaines associations (Rosemont, Vieux-Montréal...) s'opposent à cette trêve parce qu'elles considèrent que la grève doit se poursuivre jusqu'à ce que le gouvernement accorde des améliorations immédiates aux prêts et bourses. On évalue qu'il sera très difficile de lancer une seconde grève générale dans un délais rapproché et qu'il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Mais la recommandation du CC de l'ANEEQ est reprise par une large majorité à la dernière réunion nationale.

### **Conséquences**

Cette victoire défensive sans équivoque, après une grève relativement brève et étroitement coordonnée, donne à l'ANEEQ une force qu'elle n'avait pas eue depuis la grève des prêts et

bourses de 1978. Toutefois, il semble que ce ne soit que partie remise, puisque le gouvernement n'a rien promis sur l'aide financière et pourra revenir sur la question des frais de scolarité après une autre élection.

Il faut noter aussi que les jeunes libéraux, qui détiennent le tiers des voix dans les principales instances de leur parti, ont lutté pour le respect de leur programme et des engagements électoraux.

Donc, ce qui est perçu comme un triomphe de l'ANEEQ n'est pas une si grande réussite qu'il n'y paraît. Cette exagération de la force réelle du mouvement explique sans doute en bonne partie l'échec de la grève qui suivra.

En même temps, le succès de l'ANEEQ contre le gouvernement libéral sonne le glas pour le RAEU et la FAECQ qui disparaissent dans les mois suivants. L'ANEEQ se retrouve seule à la barre, ce qui lui donne plus de place, mais aussi plus de responsabilités. Il ne sera plus possible d'invoquer le travail de sabotage des regroupements concurrents pour excuser un échec...

## **1988: L'offensive téméraire**

### **Préparation**

Février 1987, congrès de l'ANEEQ à LaPocatière. La délégation étudiante fait rapport de ses rencontres avec la DGAFE et le ministère sur les prêts et bourses.

Quelques semaines plus tard, occupation du bureau de compté de Ryan à Lachute par l'AGEUQAM pour demander une réponse du gouvernement aux revendications étudiantes sur les prêts et bourses.

Dans la même période, l'ANEEQ organise une occupation monstre, avec plus de 200 personnes sur deux étages d'un édifice gouvernemental, pour exiger du gouvernement qu'il rende public son projet de réforme de l'aide financière.

À l'automne suivant, l'ANEEQ organise une grève de trois jours pour exiger que le gouvernement rende public sa réforme des prêts et bourses. Des revendications prioritaires ont été dégagées préalablement en vue d'une lutte pour des améliorations immédiates au régime.

La réflexion stratégique du Conseil Central de l'ANEEQ est alors que le gouvernement garde en réserve sa réforme de l'aide financière comme lubrifiant pour faire avaler la pilule du dégel des frais de scolarité. Si on le force à réformer les prêts et bourses avant les élections, on peut dissocier les deux questions et le gouvernement se retrouvera en moins bonne posture.

En même temps que le congrès spécial de l'ANEEQ qui suivait la grève de trois jours et appelait à une grève illimitée, le Conseil général du PLQ retirait sa promesse de maintenir le gel des frais en prévision de la prochaine campagne électorale. C'est ainsi que la première grève générale aux résultats douteux commence le jour ou le gouvernement nous annonce qu'il faudra en faire une autre deux ans plus tard. Il aurait peut-être fallu prendre acte de cette perspective et attendre les élections avant de se lancer dans une lutte offensive. Quand les deux protagonistes ont l'impression de pouvoir passer à l'offensive, c'est que l'un des deux a mal évalué le rapport de force réel. Manifestement, la direction de l'ANEEQ avait surestimé sa capacité à construire une grève illimitée à partir de la grève de trois jours. Le saut de l'une à l'autre ne sera fait que par les deux tiers des associations et pas pour très longtemps.

Cette courte grève illimitée cherchera à obtenir des améliorations immédiates au régime d'aide financière. Mais, à l'opposé des grèves similaires de 1974 et 1978, la grève s'essouffle avant que le gouvernement fasse des concessions publiques. Le plancher de 20 associations ne sera pas dépassé (ce sera un «plafond») et 14 assemblées générales auront voté contre la grève avant même que le plancher ne soit atteint. Ce qui est symptomatique de la division importante au sein de la population étudiante et de la fragilité du mouvement.

### **Conséquences**

La direction de l'ANEEQ propose alors un «repli stratégique». Ce que presque tout le monde considère comme une débâcle générale sera présenté par la direction de l'ANEEQ comme un succès dont les résultats ne sont pas immédiatement visibles. Mon souvenir est que, avec l'annonce de la réforme des prêts et bourses, quelques mois plus tard, on constatait un mélange de petits gains et de petits reculs, mais rien de significatif. Pour la direction de l'ANEEQ, qui anticipait des reculs importants, cela constituait un motif de réjouissances. Mais pour la grande majorité des grévistes, qui s'attendaient à beaucoup plus, il semble que la grève n'ait pas servi à grand chose. Ce divorce entre la direction et une bonne partie de sa base constitue le début d'une longue crise interne qui aboutira à la mort de l'ANEEQ en 1993.

Comme en 1968, la distance entre les espérances et les résultats génère un sentiment de déception et affaiblit les grandes organisations. Mais contrairement à ce qui s'est passé en 1968, la déception conduit à la résignation plutôt qu'à la révolte.

## **1990 : La résistance héroïque**

Après le «repli stratégique» de 1988, l'ANEEQ a commencé à se diviser entre deux camps hostiles. Les facteurs de division étaient principalement le bilan de la récente grève et le positionnement de l'ANEEQ dans le débat linguistique. L'équipe dirigeante de l'ANEEQ continuait à présenter la lutte de 1988 comme une victoire et se prononçait carrément contre la loi 101. La majorité des associations membres adoptaient les orientations contraires. Mais l'incapacité de la tendance majoritaire à former une équipe pour l'exécutif a permis à la direction sortante de se maintenir. Ce qui plaçait l'ANEEQ dans une situation très difficile, la majorité des membres étant en désaccord avec la direction sur des questions cruciales.

1989 (septembre) - Les libéraux sont réélus à Québec. Aucun engagement n'est pris en ce qui concerne les frais de scolarité. Les jeunes libéraux ont cédé le «gros morceau» réclamé par Ryan (le dégel) en échange de vagues promesses d'améliorations aux prêts et bourses. Le mouvement étudiant s'attend à ce que le dégel soit annoncé d'une semaine à l'autre.

En octobre, une manifestation organisée par les quatre principales associations universitaires de la région de Montréal rassemble 3000 personnes.

Début novembre, une réunion extraordinaire convoquée par l'ANEEQ consacre la division introduite au congrès annuel précédent et n'arrive pas à dégager un plan d'action effectif. Certaines personnes appellent à une grève préventive avant que le gouvernement n'annonce sa décision. La grande majorité, encore secouée par la défaite de 1988 ou simplement consciente de l'état d'esprit de la base, décide d'attendre que l'annonce du dégel provoque un réveil de la masse étudiante.

À la mi-décembre, en pleine période d'examens, le conseil des ministres décide de faire passer les frais de scolarité de 500\$ (+100 de frais afférents) à 1200\$ par année en deux ans et donne aux administrations universitaires une marge de manoeuvre supplémentaire de 10%. Pour une facture totale possible d'environ 1500\$ avec les frais d'inscription.

1990 (Hiver) - Le 10 février, 60 associations étudiantes sont réunies à l'Université de Montréal pour débattre de la hausse des frais de scolarité. Il est voté à l'unanimité de s'opposer au dégel, suite à un compromis entre l'ANEEQ et la nouvelle FEEQ (qui

changera son nom pour FEUQ). L'entente stipule que l'ANEEQ accepte de mettre momentanément de côté «la perspective de la gratuité scolaire» tandis que la FEEQ renonce à promouvoir son projet d'Impôt post-universitaire (IPU).

Sur le plan d'action, il est décidé à la majorité (environ 35) de déclencher une grève générale illimitée aussitôt que la majorité des institutions collégiales et universitaires auront un mandat (6 universités «affectées» et 23 cégeps). Le plan d'action du CC de l'ANEEQ, qui prévoyait déclencher la grève rapidement avec moins d'associations, n'est repris intégralement par aucune association locale présente.

Le 24 février, à Québec, seules 8 associations ont obtenu des mandats. Un comité de coordination est élu et on se donne un autre deux semaines pour tenir d'autres assemblées générales.

Le 10 mars, une douzaine d'associations ont des mandats. Il est alors décidé d'abandonner le plancher prévu. La FAECUM, prétextant la non-réalisation de l'objectif de 6 universités et 23 cégeps, proposera à ses membres une grève de trois jours.

Fidèles à leur tradition, les étudiantes et étudiants de Rimouski (cégep et université) déclenchent la grève illimitée une semaine avant tout le monde. C'est la seule occasion, à part la semaine de grève de l'UQAM en 1978, où une université sera complètement fermée durant plus que trois jours par une grève étudiante. Cette fois, l'UQAR sera en grève durant un mois...

La mobilisation est radicale mais demeure éclatée, mal coordonnée et très inégale selon les régions. Seules Montréal et Rimouski ont connu une mobilisation importante ( Rimouski et l'AGEUQAM sont en grève pendant 4 semaines complètes, les cégeps de St-Laurent et du Vieux-Montréal pendant 3 semaines, Rosemont et Maisonneuve 2 semaines...).

### **Conséquences**

Le gouvernement ne fera aucune concession, mais prétendra que les légères améliorations apportées aux prêts et bourses «compensent» pour le dégel. (Entre autres, les modifications incluent la réduction de la contribution des parents et la «compensation» de la hausse des frais par une augmentation... du prêt!)

Pendant la mobilisation, quelques associations de cégeps opposées à la grève fondent la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la FEEQ change alors son nom pour Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et les deux organisations se regroupent dans le Mouvement des étudiantes et des étudiants du Québec (MEEQ).

À l'ANEEQ, la défaite accentue les divisions, chacun cherchant à accuser les autres d'en être responsables. Le congrès de juin tourne à l'affrontement et la tendance hostile à la direction sortante provoque la fin prématurée du congrès en quittant le plancher.

Le déclin de l'association nationale apparaît clairement dans la participation aux réunions. Jusqu'en 1989, il y avait toujours quelques associations non-membres aux congrès de l'ANEEQ (entre 20 et 30 assos au total). Après le dégel, on aura de la difficulté à atteindre le quorum de 50% +1 (11 ou 12 associations).

En parallèle, la droite étudiante se construit sur la défaite en acceptant le dégel et en proposant l'impôt post-universitaire et l'indexation des frais comme «alternatives» à de nouvelles hausses importantes.

Le mouvement étudiant ne s'est pas encore complètement remis de la défaite historique de 1990 et de la disparition de l'ANEEQ, qui avait incarné le mouvement étudiant pendant 17 ans. C'est seulement avec la lutte contre la réforme Axworthy, en 1994-1995, que l'on peut observer un retour à la mobilisation et une réorganisation de la gauche à travers la Coalition X (pour la manif du 25 janvier), la CASÉE (un comité de mobilisation) et le journal l'Étincelle. De la convergence de ces trois initiatives naîtra le Mouvement pour le Droit à l'Éducation, le 13 mai 1995.

### **Commentaires généraux**

La notion de défaite ou de victoire est très subjective. Si les gains et les reculs peuvent s'identifier objectivement et se discuter, les victoires et les défaites sont des sentiments avec lesquels on ne peut que composer. On remarque que le sentiment de la défaite est le résultat d'un fossé entre les attentes et les résultats. En octobre 1968, alors que le mouvement étudiant terrorisait le gouvernement et les administrations et forçait la poursuite et l'accélération des réformes, les grévistes étaient déçus de ne pas avoir obtenu d'engagements fermes durant la grève et de ne pas avoir transformé radicalement et immédiatement la nature de leurs relations avec les administrateurs et les profs. À l'opposé, en 1986, un résultat en dessous du statu quo (le simple maintien du gel des frais, avec l'ajout des 100\$ de frais afférents et une promesse de «discuter» des prêts et bourses) était perçu, dans un contexte de morosité sociale générale, comme une victoire gigantesque.

Dans le cas de la grève de 1988, ce qui était vécu comme une défaite cuisante par la base - qui espérait sincèrement obtenir le statut d'autonomie dès le départ du domicile familial, notamment - était présenté comme une victoire par la direction, qui se contentait des

maigres concessions du gouvernement, annoncées plusieurs semaines après la fin de la grève.

Chaque grève générale marque un tournant dans l'histoire des organisation étudiantes nationales. Celle de 1968 a provoqué la dissolution de l'UGEQ, celle de 1974 conduit directement à la fondation de l'ANEEQ, celle de 1978 marque la division du mouvement entre «concertationnistes» et syndicalistes et prépare la fondation du RAEU et de la FAECQ. Ensuite, la grève de 1986, une victoire organisée du début à la fin par l'ANEEQ, précipite la disparition du RAEU et de la FAECQ. Puis, celle de 1988, une défaite cette fois, déclenche une crise au sein de l'ANEEQ et ouvre la porte à la FEUQ. Cette crise contribuera en retour à la défaite de 1990 qui provoque la fondation de la FECQ (par les assos hostiles à la mobilisation) et la mort lente de l'ANEEQ.

Les grèves qui n'ont pas permis d'obtenir des résultats significatifs sont celles qui ont plafonné rapidement (à 20 en 1988 et à 15 environ en 1990) et se sont retrouvées isolées tandis que la majorité des associations étaient hostiles à toute mobilisation. Le gouvernement pouvait alors compter sur l'essoufflement du mouvement et attendre que le mauvais moment soit passé.

En 1986, après deux semaines, le plancher de 20 associations était largement dépassé et les départs étaient compensés par de nouvelles arrivées dans le groupe des associations en grève. Sans des concessions de la part du gouvernement, cette grève aurait pu durer une ou deux semaines de plus et entraîner de nouvelles associations, notamment dans les universités. La dissuasion était là.

Pour les trois premières grèves, les deux tiers des cégeps et de nombreux départements universitaires étaient mobilisés sur une période totale d'environ un mois. C'était suffisant pour que des gouvernements de trois partis différents cèdent à la pression étudiante.

La prochaine grève générale pourrait avoir différents effets, selon ses résultats et les modalités de son organisation. À vous de deviner ce qui nous attend...si vous croyez que c'est possible!